

révoltes

avril 2009

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : revoltes-presse.fr

Après 2,5 millions de manifestants le 19 mars, et deux mois de mobilisation à l'Université, comment briser l'offensive du gouvernement et du patronat ?

Imposer le retrait des réformes et lois réactionnaires de Sarkozy

implique de réaliser l'unité contre ce gouvernement, pour en finir avec celui-ci sans attendre 2012

Après les manifestations du 19 mars, Sarkozy poursuit sa politique réactionnaire.

Les manifestations du 19 mars ont été d'une ampleur exceptionnelle : plus de deux millions de manifestants, davantage que le 29 janvier et autant que lors des dernières grandes manifestations du printemps 2006 contre le CPE. Mais Sarkozy a aussitôt déclaré qu'il poursuivrait sa politique.

À l'Université, la mobilisation se poursuit depuis plus de deux mois. Mais Péresse ainsi que Darcos, s'ils manoeuvrent, ne cèdent en rien. Ainsi, il n'est pas question pour eux de renoncer à la LRU, aux suppressions massives de postes de l'année en cours, de rétablir les postes déjà supprimés, etc...

À l'école primaire, les menaces et les sanctions se multiplient contre les enseignants qui résistent et refusent d'appliquer les directives du ministre.

Des manœuvres, toujours des manœuvres !

Pour tenter de diviser et de démobiliser les enseignants, chercheurs, et personnels et étudiants toujours mobilisés, Péresse et Darcos manoeuvrent mais ne retirent pas leurs projets.

En lycée, Darcos repousse d'un an la réforme des lycées mais maintient son projet et annonce que 100 lycées serviront à l'expérimenter dès la rentrée 2009.

À l'Université, Péresse maintient les suppressions de postes pour 2009, et maintient le décret qui brise le statut des enseignants après l'avoir un peu maquillé ...Est aussi maintenu l'essentiel de la réforme concernant la formation des enseignants, la mise en œuvre des nouveaux concours étant simplement reportée d'un an.

Il faut des revendications claires, en particulier l'abrogation de la LRU

Pour déjouer les manœuvres du gouvernement, il faut d'abord des revendications claires. Par exemple doit être exigé le retrait total de la réforme des lycées, ainsi que celle des bac pro.

C'est pourquoi les coordinations nationales ont adopté des revendications claires telles que le retrait pur et simple du projet concernant le statut des enseignants chercheurs, le retrait du projet de « mastérisation » des concours de recrutement, l'abrogation de la LRU, le rétablissement de tous les postes, etc...

Retirer ces réformes, ce n'est pas les corriger à la marge. C'est pourquoi la coordination nationale des étudiants a ainsi exigé : « *l'abrogation immédiate de la LRU sans conditions, ni négociations* ».

Accepter le « dialogue social », c'est encourager le gouvernement à persévérer

Mais les dirigeants syndicaux ne reprennent pas ces revendications définies par les assemblées générales et coordinations. Et la plupart de ces dirigeants vont négocier les réformes gouvernementales.

Cela représente un encouragement au gouvernement, qui peut en outre jouer sur la division des syndicats. Péresse a donc pu soumettre au Comité technique paritaire, le 25 mars, un texte à peine modifié concernant le statut des enseignants, après concertation avec certains des responsables syndicaux. Et tous les responsables syndicaux ont accepté de se rendre à ce comité paritaire.

De même, dans le second degré, les principaux syndicats (dont les responsables du SNES) discutent avec Descoings la nouvelle mouture de la réforme Darcos.

On ne gagnera que si on impose aux syndicats qu'ils défendent les revendications des personnels et des étudiants, et qu'ils cessent leur politique permanente de négociation et concertation.

Pour la grève générale « de la maternelle à l'Université »

Dans l'enseignement et la Recherche, les différentes réformes forment un tout cohérent. Pour cette raison, la Coordination nationale des Universités du 20 février a eu raison d'appeler à l'action « *de la maternelle à l'université* », pour le retrait des réformes Darcos-Péresse.

Mais les responsables syndicaux du premier et second degré répondent à cet appel par des actions épisodiques, une manifestation un mercredi ou une journée de grève isolée. Ce qui n'est pas à la hauteur de l'enjeu : on ne peut mettre fin à la politique du gouvernement sans se fixer l'objectif de la grève générale, dans l'unité, de la maternelle à l'Université, grève qu'il est plus que temps de préparer.

La grève générale de la maternelle à l'université ouvrirait immédiatement la voie à la grève générale de toute la classe ouvrière.

La mobilisation de la Guadeloupe montre que c'est en réalisant l'unité, et par la grève générale, qu'il est possible de mettre en échec le patronat et le gouvernement.

La mobilisation pose la question du pouvoir

La 6^e coordination des universités a « demandé la démission » de Péresse et Darcos. Mais les ministres ne font qu'exécuter la politique de Sarkozy. Aussi la 7^e coordination du 23 mars a-t-elle précisé qu'« *au-delà de ces deux ministres* » c'est « *la légitimité même* » du gouvernement qui commence à se poser.

Ce qu'exprime ainsi cette 7^e coordination, c'est le fait que Sarkozy ne reculera, au moins provisoirement, que si la mobilisation générale menaçait son pouvoir.

Le 19 mars, nombre de manifestants ont mis en cause Sarkozy et son gouvernement. Un quotidien a noté que « *Sarkozy casse toi fut le slogan vedette dans les cortèges du 19 mars* ». Mais, François Hollande voudrait préserver Sarkozy : « *Les Français ne sont pas dans un règlement de comptes personnels : ils veulent que la politique de l'État change* ». Hollande et ses semblables se moquent du monde: qui peut croire que le gouvernement Sarkozy-Fillon va changer une politique conforme aux intérêts des capitalistes ?

A l'inverse de Hollande, ce que disent nombre de manifestants, c'est qu'on ne peut faire face à la politique du gouvernement sans remettre en cause Sarkozy et son gouvernement. Il faut donc se fixer l'objectif d'infliger une défaite politique à Sarkozy, pour le battre et le chasser sans attendre 2012.

Mais si Sarkozy était chassé, par quoi le remplacer ?

Quelle alternative immédiatement possible à Sarkozy ?

Le PS et le PCF, LO, le PG et le NPA sont tous d'accord pour critiquer Sarkozy et ont participé aux manifestations du 19 mars... mais ils refusent de formuler une alternative unie à ce gouvernement. Pourquoi ne disent ils pas, tous ensemble, qu'on ne peut pas garder Sarkozy jusqu'en 2012 ? Et qu'ils sont eux-mêmes prêts à se porter candidats au pouvoir ?

La plupart des salariés et des jeunes n'ont certes aucune illusion sur la politique que pourraient mener le PS et ses alliés. Mais un tel appel unitaire serait aujourd'hui un puissant encouragement à la mobilisation. Or, aucune revendication ne pourra être arrachée sans puissante mobilisation.

Cela ne serait qu'un premier pas. Tôt ou tard, il faudra en finir avec le capitalisme, ce qui nécessite de nouveaux outils (partis réellement révolutionnaires, véritable gouvernement des travailleurs...).

Encore faut-il faire le premier pas: formuler une alternative gouvernementale immédiate.